



DECLARATION PRELIMINAIRE CSA DIR GRAND NORD DU 4/10/24

Monsieur le Directeur Inter-régional,

La Direction de la PJJ a lancé le 31 juillet 2024 un plan de casse social sans précédent, en supprimant en plein été des centaines de contrats, laissant ainsi sur le carreau des collègues contractuel.les, déjà les plus précarisé.es. Au mépris des conséquences humaines catastrophiques pour nos collègues, au mépris du fonctionnement des unités et services, et au mépris des accompagnements éducatifs en cours, la DPJJ a fait des économies à la serpe, sans autre forme de débat. Depuis cette date, la mobilisation des personnel.les a été d'une ampleur inédite, tant par les taux de grève que par le nombre de services intégralement mobilisés, tant par le large soutien de la part de nos partenaires, que par sa couverture médiatique régionale et nationale.

Et alors que la colère gronde dans les services, la DPJJ continue de nier les évidences et de répondre absente aux revendications de l'intersyndicale nationale.

Le 19 septembre, les personnel.les en grève du Grand Nord, réuni.es en Assemblée Générale à Lille, décidaient de poursuivre la mobilisation pour obtenir le rétablissement de l'ensemble des contrats supprimés cet été, exiger un plan de recrutement de titulaires, et la baisse immédiate des normes de travail.

Les collègues sont en colère et se sentent abandonné.es.

Comment ne pas l'être quand le travail éducatif est piétiné par des exigences budgétaires qui sont à la croisée de l'incompétence de la DPJJ et de restrictions austéritaires non assumées ?

Comment avoir confiance dans la PJJ quand on peut voir ses collègues se faire virer du jour au lendemain sans respect des délais de prévenance ?

Comment se sentir considéré.e quand on peut suspendre l'activité d'une UEAJ qui se bat depuis des mois pour porter à bout de bras un projet éducatif qui répond aux besoins des jeunes ?

Comment donner sens à son travail quand on peut supprimer sans délai l'intervention sur les missions extérieures d'un milieu ouvert, ou laisser des jeunes détenus en quartier mineur sans accompagnement suffisant ?

Combien de jeunes en milieu ouvert sont-ils laissés sans aucun accompagnement ?
Combien de mesures « en attente » sur notre territoire ?

Pendant ce temps, les lieux de placement restent en grande difficulté RH, et ce ne sont pas les quelques contrats lâchés par la DPJJ qui régleront les problèmes. Les difficultés de nombreux lieux de placement sont bien antérieures à cet été et il nous apparaît plus que nécessaire de regarder la réalité de la situation des jeunes et des collègues à la PJJ.

A quand un véritable bilan, honnête, du CJPM et de son impact sur les conditions de travail en milieu ouvert ?

A quand une pérennisation de moyens en insertion, quand elle est encore, de fait, la variable d'ajustement des politiques de coupes budgétaires de la DPJJ ?

A quand un vrai plan d'urgence pour l'hébergement et une véritable sanctuarisation du placement éducatif et protecteur, y compris au civil ?

Dans ce contexte, la tenue d'un CSA dédié aux questions de la formation apparaît comme une hérésie totale.

Cela a-t-il encore un sens de se demander comment donner sens à la nécessité de formation continue pour l'ensemble des personnels quand une des premières mesures a été de déporter certaines formations ?

De même, compte tenu des ressources humaines actuelles et de l'état des services pensez-vous réellement que la priorité sera donnée à la formation des agents quand la question de pouvoir poser ses droits à congés se pose dans de nombreux services ?

Vous l'aurez compris, Monsieur le Directeur Inter régional, les élu.es du SNPES-PJJ/FSU et de l'UNSA PJJ ne siégeront pas ce jour. Notre priorité est ailleurs aujourd'hui. Notre priorité est à la mobilisation pour des moyens à la hauteur de l'ambition de nos missions éducatives. Notre priorité est de remettre l'éducatif au cœur et de lutter pour un véritable plan d'urgence à la PJJ.

De même, nous vous rappelons que le dialogue social nécessite une transparence et une communication active, pourtant nous restons toujours sans données chiffrées et argumentées à l'aube de nouvelles rencontres bilatérales. Nous ne pouvons nous satisfaire de paroles, place aux actes et à un bilan réel de notre direction inter-régional.

Nous avons déjà gagné le combat de la légitimité, nous gagnerons le reste par la mobilisation.